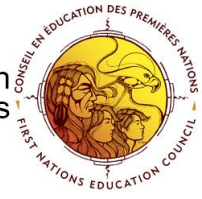


Assemblée des Premières Nations
Québec-Labrador

Conseil en Éducation
des Premières Nations



**Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate**

Projet de loi 96 : Le gouvernement du Québec continue à mettre en péril la réussite éducative des enfants des Premières Nations

Wendake, le 29 septembre 2021 – Le Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN), M. Ghislain Picard, Chef de l'Assemblée des premières Nations Québec-Labrador (APNQL) et le chef porteur du dossier de l'éducation, M. John Martin, exhortent le gouvernement du Québec à être à l'écoute des enfants des Premières Nations. Cet énoncé arrive après le plaidoyer de l'APNQL qui a sommé le ministre Jolin-Barrette de respecter les droits fondamentaux des élèves autochtones lors des Consultations particulières et auditions publiques portant sur le projet de loi 96 (PL 96).

« Le ministre responsable de la Langue française, M. Simon Jolin-Barrette, est bien placé pour comprendre les effets néfastes que la *Charte* a sur nos enfants, nos langues, notre culture et nos communautés. Nous avons proposé des solutions simples afin de mettre fin aux obstacles à la réussite éducative des enfants des Premières Nations au Québec. Maintenant, c'est au tour de M. Jolin-Barrette d'agir », a déclaré le Chef John Martin.

Bien que la *Charte de la langue française* ne s'applique pas dans les communautés des Premières Nations, plus de la moitié des élèves des Premières Nations sont scolarisés hors communauté et donc forcés d'aller à l'école en français alors que leur langue maternelle est une langue ancestrale ou l'anglais. Plusieurs de ces élèves parviennent plus difficilement à obtenir leurs diplômes d'études secondaires et collégiales en raison des crédits de langue seconde en français qu'on leur impose.

L'APNQL, en collaboration avec les Commissions et organismes régionaux affiliés, a déposé un document proposant des solutions techniques permettant à tous nos élèves d'avoir des chances égales de réussir, y compris :

- D'appliquer les mêmes principes dont les Cris et les Inuit bénéficient sur la langue d'enseignement (chapitre VIII) et sur les politiques des établissements d'enseignement collégial et universitaire relativement à l'emploi et à la qualité de la langue française (chapitre VIII.1) à l'ensemble des Premières Nations au Québec.
- Éliminer les subtilités législatives de la *Loi sur l'Éducation* qui obligent les élèves des Premières Nations d'écrire l'épreuve unique en français pour graduer, même s'ils sont anglophones ou qu'ils aient étudié dans leur langue maternelle.

- Revoir l'accès aux professionnels anglophones en éducation pour qu'ils offrent des services aux élèves anglophones dans nos écoles.

« Le gouvernement du Québec ne peut ignorer les effets dévastateurs qui se perpétuent avec la nouvelle mouture de la loi 101, le PL 96. La loi 101, tout comme le PL 96, pose des barrières systémiques à la réussite éducative de milliers d'enfants et de jeunes issus des Premières Nations au Québec. » a déclaré M. Denis Gros-Louis, directeur général du CEPN.

« Le gouvernement Legault se dit prêt à développer une relation respectueuse, entre les gouvernements des Premières Nations et son gouvernement. C'est sur cette base que nous avons établi une Table politique conjointe qui a maintenant tenu deux rencontres et qui pourrait éventuellement en tenir une sur les enjeux soulevés par le projet de Loi 96. Les Premières Nations ont aussi leurs « langues officielles » et exigent qu'elles soient respectées ainsi. Une véritable relation de gouvernement à gouvernement est incompatible avec ce que propose ici le gouvernement Legault, et incompatible avec l'essentielle Réconciliation avec les Premières Nations » a conclu le Chef Picard.

Lien vers l'audience en commission : <http://www.assnat.qc.ca/fr/video-audio/archives-parlementaires/travaux-commissions/AudioVideo-91359.html>

À propos de l'APNQL :

L'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador est l'organisme politique qui regroupe 43 chefs des Premières Nations au Québec et au Labrador.

À propos du CEPN :

Le CEPN est un organisme qui œuvre depuis plus de 35 ans dans la réalisation du droit des Premières Nations d'exercer leur pleine compétence en matière d'éducation grâce à la mise en place d'un système d'éducation complet, doté de ressources adéquates, conçu et géré selon leurs valeurs et leurs cultures. Pour plus d'information, visitez son site Internet au www.cepn-fnec.com

Renseignements :

Alain Garon, conseiller aux communications
APNQL
agaron@apnql.com
418-842-5020 #4010

Thanissa Lainé, agente de communications
CEPN
TLaine@cepn-fnec.com
418-842-7672